

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

Coloured covers/
Couverture de couleur

Coloured pages/
Pages de couleur

Covers damaged/
Couverture endommagée

Pages damaged/
Pages endommagées

Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée

Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées

Cover title missing/
Le titre de couverture manque

Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur

Pages detached/
Pages détachées

Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)

Showthrough/
Transparence

Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur

Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression

Bound with other material/
Relié avec d'autres documents

Continuous pagination/
Pagination continue

Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure

Includes index(es)/
Comprend un (des) index

Title on header taken from: /
Le titre de l'en-tête provient:

Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

Title page of issue/
Page de titre de la livraison

Caption of issue/
Titre de départ de la livraison

Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison

Additional comments: /
Commentaires supplémentaires:

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									

MONTREAL, 2 JANVIER 1899

FAUTEUIL, Costumes, Ottawa, On.

LA PETITE REVUE

Economie Politique et Sociale
Littérature — Philosophie — Sciences — Arts

RÉDIGÉE EN COLLABORATION

SOMMAIRE DU N^o 1

PRIX
—
Le Numéro
3 cts

LA PETITE REVUE — LAURIER — UN
BON CITOYEN — LE MOYEN-AGE AU
MANITOBA — SUPPLIQUE A Mgr BRU-
CHESI — REVUE MUSICALE — IL FAUT
UN ORGANE AU CABINET MARCHAND
— UNE NUIT DE NOEL — UNE STA-
TUE A JULES FERRY — ETC., ETC.

ABONNEMENT
—
Par Année
75 cts

TOUTE CORRESPONDANCE ayant rapport à la RÉDACTION et à l'ADMINISTRATION
doit être adressée à

ALPH. PELLETIER, Imprimeur-Éditeur, 36, rue St-Laurent, Montréal

LA PETITE REVUE

ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE,
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

Vol. I

MONTREAL, 2 JANVIER 1899

N° 1

LA PETITE REVUE

Quelle semence de bien il y a à faire dans notre pays pour une revue essentiellement libérale et philosophique, qui prônerait les vieux dogmes politiques, les vieilles libertés de croire et de penser, en ces temps d'hypocrisie et d'affaissement moral.

Nos hommes publics des deux partis, notre clergé, notre presse, tout s'entend, on dirait, pour étouffer les caractères, pour pervertir le sens de notre population, pour contaminer les âmes et atrophier les cœurs.

Il serait bon qu'une voix s'élevât de temps en temps pour rappeler au devoir ceux qui s'en écartent, pour éveiller l'opinion publique contre les redoutables abus qui se produisent, pour stimuler le mouvement des idées, la poussée d'émancipation, pour parler d'esprit nouveau, de tendances meilleures et pour orienter les consciences vers une fermeté et une droiture d'action qu'on ignore complètement chez nous.

La parole des hommes politiques ne vaut plus rien, personne n'a le courage de penser tout haut, nos forces nationales dépérissent dans une atmosphère fétide, et les énergies religieuses sont empoisonnées par un luxe déplorable, par un modernisme déréglé, par des passions dangereuses.

Faire entendre cette voix, parler de toutes ces choses, exposer tous les dangers actuels et flageller tous les vices de l'époque, voilà le but de LA PETITE REVUE.

Nous ne sommes mus par aucun esprit d'hostilité, nous n'apporterons dans les débats aucune violence, aucune de ces exagérations et de ces indiscretions dont se sont rendues coupables certaines publications. Nous n'avons qu'une ambition : faire le bien pour le bien.

L'existence de LA PETITE REVUE est assurée pour de longs jours et nous comptons sur le concours des amis de la justice et de la vérité pour la répandre dans les milieux où elle peut rendre quelques services.

L'ADMINISTRATION.

LAURIER

Il n'y a plus, à vraiment parler, de parti libéral au Canada : depuis deux ans, nous avons reculé de vingt longues années. M. Laurier est aujourd'hui un conservateur dans presque toute l'acceptation de ce terme ; on dirait, par ce qui se passe, qu'il arrivera bientôt à aimer le pouvoir pour le pouvoir, et non pour les réformes à accomplir ; on dirait qu'il a abandonné tout le vieux programme, toutes les vieilles et chères traditions ; dans les derniers douze mois on l'a vu venir compromettre sa dignité de premier ministre dans les antichambres de l'archevêque Bruchési et faire la cour au clergé pour sauver sa position dans le règlement des difficultés scolaires ; il nous entraîne maintenant dans la fédération impériale par le " penny postage " et le tarif préférentiel ; il a jeté des millions au C. P. R. et a rivé le pays à cette omnipotente compagnie par de nouvelles chaînes ; il a accepté le titre de *Sir*, oubliant que son maître Gladstone l'avait refusé et qu'il s'était lui-même proclamé, un jour, *democrat to the hilt* ; il fait souvent oublier qu'il est de la province de Québec et il a sacrifié à maintes reprises ses compatriotes à la voracité anglaise.

J'ai bien aimé Laurier autrefois, dans les mauvais jours ; son inébranlable attachement à toutes les grandes choses constituant le parti libéral, sa force de persévérance dans les revendications, ses résistances aux abus et aux excès, son courage héroïque à la suite des accablantes défaites, tout cela m'emportait, m'enthousiasmait.

Mais je ne le reconnais plus, le bon et vrai Laurier d'antan. Moi qui suis un vieux politicien de carrière, j'ai bien connu aussi Antoine-Aimé Dorion, un convaincu, un homme de droiture et de caractère, s'il en fut jamais ; ce n'est pas lui qui aurait immolé ses idées et ses croyances politiques aux ambitions ministérielles. Il fut dans l'opposition presque toute sa vie à cause de la rigidité de sa foi libérale. Pourquoi Laurier n'est-il pas resté son disciple ?

Fox aurait pu être vingt ans au pouvoir au lieu d'être vingt ans dans l'opposition, s'il n'eût pas voulu défendre la Révolution française.

Laurier, qui eut Papineau et Dorion pour ses dieux de jeunesse, a maintenant pour idoles Lafontaine et Cartier, et son dernier ami a été Chapleau.

Si Laurier avait été en 1866 ce qu'il est aujourd'hui, il ne serait jamais allé dans les Bois-Francs remplacer Eric Dorion et on ne lui aurait jamais permis de s'asseoir dans le fauteuil éditorial du *Défricheur*.

Autrefois, il était franc comme l'épée du roi, rigoureux comme un ascète, doctrinaire comme un thomiste ; le libéralisme était pour lui toute une religion, les principes étaient sacrés, les idées étaient souveraines. Aujourd'hui, l'opportunisme semble devenir son culte et il

n'a de doctrines que celles qui lui permettent de s'ancrer au pouvoir. Aussi son parti est en proie à l'anarchie et on ne saurait mesurer la gravité du travail de désagrégation qui se fait dans nos rangs.

Les vieux et fidèles amis ne comptent plus, les anciens n'ont plus voix au chapitre, on nous ignore, bientôt on nous méprisera ; il n'y a plus d'état-major, ni à Montréal, ni à Québec, il n'y a plus cette pensée commune et féconde qui nous animait naguères, qui nous poussa si souvent à tant d'admirables luttes et qui nous a fait faire ce travail d'émancipation dont s'enorgueillira l'histoire.

Laurier a sacrifié des amis comme François Langelier, qu'il aurait dû garder à ses côtés au lieu de se coller au flanc un homme comme Fitzpatrick ; il a sacrifié Bernier, de Ste. Hyacinthe, dont il aurait pu faire le plus fort joûteur du pays, enfin il a étouffé l'ancien corps de garde et il a associé sa fortune politique à des gens qui se moquent de nous, qui ne peuvent pas nous représenter dignement. Il vient nous voir rarement maintenant, et quand il vient ici ou dans la capitale provinciale, cherchez qui l'entoure, cherchez les hommes de conseil et les sages qu'il rencontre. Nous ne sommes plus rien, nous de la vieille école.

Puis, causez tout bas avec Brodeur, avec Dandurand, avec Gouin, avec Madore, avec Fortin, avec Lemieux, avec Monet, avec toute la jeune phalange et tous vous diront que Laurier n'est pas ce qu'il devrait être. Causez tout bas avec tous les bons "rouges" du district de Québec, ils vous diront qu'ils pensent de même.

Pourquoi, M. Laurier, vous êtes-vous joint à l'archevêque Bruchési pour empêcher M. Marchand de présenter son bill de l'instruction publique à Québec ? Ce fait-là n'est pas encore connu du public, mais il est bon qu'il le soit et il sied aussi qu'on sache que M. Marchand vous a fait comprendre que ce n'était pas un gouvernement conservateur que nous avions à Québec.

Pourquoi, M. Laurier, avez-vous empêché la célébration de l'anniversaire de l'exécution des Patriotes de 1837 ? Nous les avons pourtant toujours acclamés comme les Pères de notre patrie.

Pourquoi, M. Laurier, avez-vous laissé *La Patrie* devenir un organe de sacristie, la chose de l'évêché ? Pourquoi avez-vous enlevé ce journal à Beaugrand pour le donner à Tarte ? Pourquoi, au moins, n'en avez-vous pas fait l'organe de votre parti au lieu d'en faire l'organe du ministre des travaux publics ? Pourquoi avoir enlevé des mains d'un homme et mis entre les mains d'un autre homme une puissance aussi formidable ?

Nous avons raison de nous plaindre de tout cela et de bien d'autres choses, vous le voyez.

Nous avons moins d'influence à Ottawa que nous en avions autrefois, les députés canadiens-français y sont humiliés chaque jour, y sont maltraités souvent et ne sont même pas capables d'y faire régler les plus infimes questions de patronage.

La province de Québec est loin d'avoir sa part de prestige et d'influence dans le conseil de la nation et nous apprenons à nos dépens combien il nous en coûte pour avoir un premier ministre de notre race.

La race ! ah, il n'est pas souvent français, M. Laurier ; il oublie les aïeux, les souvenirs de la famille nationale et, depuis deux ans, on dirait parfois qu'il n'a plus l'orgueil de son origine.

C'est triste, M. Laurier, d'avoir à vous dire ces choses, mais sachez que c'est un patriote retraité qui tient la plume en ce moment et que ce que j'écris, vos meilleurs partisans le pensent et n'ont pas le courage de vous le dire.

Sachez aussi que " quand on en est réduit à n'entendre la vérité que de la bouche de ceux qui ont le courage de la dire, on l'entend de très peu de monde." Cet aphorisme est d'un sage et ne ment pas.

Vous, M. Laurier, vous exercez un prestige énorme, il est vrai, mais c'est un prestige personnel et si les Anglais vous aiment tant c'est que vous êtes leur meilleur instrument.

Mais songez-vous ce qu'il adviendra de nous, les Canadiens-français, quand vous serez disparu, quand vous aurez fortifié la puissance anglaise, quand l'Ouest sera composé de grandes et populeuses provinces anglaises, quand Terre-Neuve et la Jamaïque seront annexés au Canada, quand nous serons noyés à Ottawa dans une chambre de 400 à 500 députés ! Songez-vous à l'avenir au moins, si vous ne songez pas au présent !

Qu'avez-vous fait depuis deux ans pour la colonisation française au Manitoba et dans l'Ouest ? Qu'avez-vous fait pour l'affermissement de la province de Québec ?

Vous êtes impérialiste aujourd'hui, votre politique n'a de l'énergie que pour l'Empire ; de Canadien vous êtes devenu " britisher," vous êtes plus loyal que ne l'est Clarke Wallace et la pensée-mère de vos actes s'inspire à Londres.

Au lieu de préparer lentement, graduellement, l'indépendance du Canada, vous assurez la prolongation de notre vassalité, vous forgez de nouvelles chaînes pour maintenir plus longtemps notre état colonial.

Ne vous imaginez pas que j'ai plus confiance dans les chefs conservateurs qu'en vous, M. Laurier, pour le salut de notre cause. Non, mais je trouve que vous ne faites pas tout votre devoir vis-à-vis votre race et que vous êtes à nous préparer un avenir de déboires.

C'est le temps pour vous d'imiter Louis Hypolite Lafontaine et de protéger le patrimoine de nos pères.

Personne ne vous demande de faire de la politique française qui pourrait soulever la population de langue anglaise contre nos aspirations nationales, mais vous n'avez pas de dévouement pour notre province, vous n'avez pas de passion pour notre langue et nos traditions, vous ne sentez rien pour l'avenir de notre race.

Papineau avait l'âme toute française, Lafontaine avait un cœur de terroir et était avant tout Canadien ; mais vous, Laurier, vous êtes actuellement ni Français, ni Canadien, vous êtes un Anglais.

La flatterie que vous prodiguez votre entourage et les coups d'encensoir des thuriféraires ministériels n'empêchera pas un jour l'histoire d'avoir des sévérités pour vous.

UN ANCIEN DÉPUTÉ.

UN BON CITOYEN

Qu'est-ce qu'un bon citoyen ? C'est une question que je me suis souvent posée en lisant les notices nécrologiques que l'on publie à la suite de la mort de mes semblables. Le cliché est connu : bon époux, bon père de famille, bon citoyen. Or, dans nombre de cas le défunt dont on parle peut avoir été bon époux et même bon père de famille, mais il était à ma connaissance fort mauvais citoyen.

Pour être citoyen, je le sais, le dictionnaire le dit, il suffit de faire partie de l'aggrégation des habitants d'une ville ; en politique, cependant, la définition est plus étroite ; il faut de plus prendre part active à la conduite des affaires de la ville que l'on habite et même du pays dans lequel on vit ; en un mot il faut avoir droit de vote.

J'irai plus loin, pour être citoyen et surtout être bon citoyen il faut non seulement voter, mais pouvoir discuter son vote et ne pas simplement faire acte de présence au poll et signer son bulletin sous la dictée d'un chef de parti ou sous l'empire d'un caprice ou d'une visée purement personnelle sans égard aux intérêts généraux du pays.

Combien de bons citoyens y a-t-il au Canada, le plébiscite de septembre dernier nous l'a montré — à peine quarante pour cent des électeurs inscrits ont cru devoir exprimer leur opinion et sur ce nombre combien ont voté, qui n'ont pas coutume de le faire, subissant une pression anormale tant pour que contre la mesure soumise à leur vote.

J'avoue que pour un gouvernement qui ne se soucierait que de l'intérêt personnel de ses adhérents, l'expérience est satisfaisante, il n'y a aucune crainte à avoir du vote populaire. Trop peu d'électeurs s'intéressent assez vivement aux affaires publiques pour critiquer avec connaissance de cause les actes du parlement, pour que ce dernier se mette en frais de voir aux intérêts du pays.

Le plébiscite a coûté au pays deux cent cinquante mille dollars ; c'est beaucoup en un certain sens, mais j'aurais voulu que le gouvernement eut dépensé le double de cette somme et qu'il eut pris la peine de déléguer des gens compétents dans chaque district électoral afin d'expliquer aux électeurs l'importance de ce referendum et dans sa

valeur comme motif, et dans sa valeur comme acte d'un gouvernement responsable qui désire connaître l'opinion du peuple.

Je nie le droit d'un homme à l'épithète de bon citoyen quand il pose pour un individu indifférent aux choses de la politique. Tous les jours vous rencontrez de ces gens qui disent d'un air sagace : oh ! moi, vous savez, je m'occupe de ce qui me paie et la politique pour moi est perte de temps. A bien y réfléchir je trouve qu'il y a peu de chose qui, plus que cette affirmation, montre l'ignorance et l'étroitesse d'horizon d'un homme. Et de plus cet homme se rend responsable de tous les crimes contre l'honnêteté, du parti gouvernant. Et du reste c'est bien sur le vote de ce citoyen que le politicien véreux compte pour arriver au pouvoir et dégarnir le trésor public à son bénéfice.

Un citoyen digne de ce nom doit être en mesure de justifier son vote par des raisons de politique réelles. Il doit peser l'acte qu'il fait en déposant son bulletin et en sortant du poll, il doit être en état de dire non seulement pour qui il a voté, mais pour quoi il a voté.

L'ignorance des citoyens en matière de politique a certainement été la cause de l'institution des partis. Dans certains pays la division entre les partis est bien tranchée, une question vitale est en jeu et tout un groupe se forme autour des hommes qui se font les champions de la cause. Dans d'autres contrées, au contraire, on enrégimente les votants sous un drapeau qui ne représente rien sinon une personnalité. On affiche un programme pour cacher le fait qu'on n'en a pas du tout, on marque chaque votant avec un crayon bleu ou rouge et voilà, quelles que soient les actions du parti au pouvoir, tous ceux marqués en rouge doivent applaudir, c'est l'ordre, tous ceux marqués en bleu doivent hurler, c'est la règle du chef. N'y a-t-il pas là quelque chose de colossalement stupide, n'est-ce pas un crime de lèse-intelligence ?

Cependant, c'est bien ce que l'on voit partout et en somme, dans les conditions actuelles, c'est peut-être la seule façon possible d'avoir un gouvernement ayant quelque stabilité. Les bons citoyens sont trop rares.

Pourquoi les élections coûtent-elles si cher, si ce n'est qu'on ne peut amener un votant au poll que par des moyens de persuasion tout autres que la raison politique. Un homme est candidat, il doit d'abord établir des comités, engager des orateurs, puis faire travailler des cabaleurs et puis encore ce n'est pas suffisant ; il lui faudra le jour de la votation fournir à ses électeurs non seulement l'adresse des polls, mais les y transporter à ses frais, heureux encore quand une fois au poll l'électeur est assez intelligent pour faire sa croix à la bonne place.

Le politicien qui se gêne dans les promesses qu'on exige de lui sur la politique générale est un idiot, parce qu'il est assuré qu'on ne se rappellera jamais des réformes qu'il a promis d'opérer ou de supporter. Plus que cela, si par hasard il est question de ces promesses après la session de la Chambre, on rira avec lui de ce qui aura

été juré et prôné. Toutes ces choses sont nuisibles et au détriment de la dignité d'un citoyen.

Mais à tout mauvais état de choses il y a un remède et dans ce cas-ci comme dans presque toutes les maladies physiques et de l'intelligence, qui rendent le sort de l'homme si triste sur terre, il y a la panacée universelle qui s'applique efficacement partout et toujours. Bannissez l'ignorance du monde et l'homme sera aussi heureux qu'il est susceptible de l'être. Je semble employer des mots qui peuvent paraître peu appropriés à ce mal dont généralement on se contente de rire quand on ne l'approuve pas : l'indifférence en politique ; mais je crois au contraire que la mauvaise administration de la chose publique est préjudiciable au plus haut degré au bonheur de l'homme et je considère un mauvais gouvernement comme une des plaies les plus dangereuses que peut avoir un peuple et tous les individus qui le composent.

J'ai dit que l'éducation, cette panacée universelle, je le répète, mettrait fin à l'existence du mauvais citoyen. Mais alors, je ne fais que déplacer le problème et je dois me demander comment on peut s'y prendre pour instruire le peuple. Deux moyens existent, l'un que le gouvernement se charge de la chose, seulement le gouvernement si impersonnel soit-il est composé la plupart du temps de politiciens qui ne cherchent que leur propre fortune et non celle du pays, et comme certaines hiérarchies religieuses qui existent : paraît-il, aux Indes et ailleurs, leur plus grand soin est de perpétuer l'ignorance chez le peuple, leur bien-être en dépend. Il y a l'autre moyen, c'est que le peuple s'intruse lui-même, il n'y a plus alors qu'un seul médium qui se chargera de vulgariser la science, c'est le journal.

Aussi c'est de tout mon cœur que je maudis la presse dite de parti et que je demande la fondation d'un journal comme il n'en existe pas encore dans ce pays, un journal indépendant, consciencieux, sachant les choses et les disant clairement de façon à être compris de tous et n'ayant pour tout programme, tout but, que la vérité, la grande vérité sainte et sacrée, la vérité nue et montrée dans une pleine lumière, la vérité vue non à travers des verres grossissant ou diminuant, mais avec les yeux de l'intelligence dont la nature nous a doué.

Fassent les dieux, morts ou vivants, que LA PETITE REVUE dont je salue ici la venue soit le journal tant désiré.

B.

Le jury qui a jugé Sam Parslow l'a recommandé à la clémence de la Couronne. Lorsqu'est venu le moment de signer cette recommandation, on a été stupéfait de constater que SEPT des jurés ne savaient pas écrire et n'ont pu signer leur nom.

C'est le temps pour *La Minerve* de nous parler des médailles de Chicago.

LE MOYEN-AGE AU MANITOBA

Le 8 décembre courant, l'évêque Langevin, prêchant à Saint-Boniface, a émis la répugnante doctrine qui suit :

“ Pour être bon catholique, il ne suffit pas de croire et d'obéir aux dogmes de l'Eglise Catholique, il faut encore *obéir* aux prescriptions de ses pasteurs non seulement en tout ce qui concerne la religion, mais aussi dans la vie journalière, dans *la politique* comme ailleurs.”

Nous sommes catholiques pratiquants, mais nous n'accepterons jamais un enseignement aussi arriéré. Comme citoyens, nous prétendons être entièrement libres de nos actes et de nos pensées, avoir les opinions politiques qu'il nous plaira et suivre les hommes que nous jugerons à propos de suivre.

Le temps des bêtes de somme est passé, Mgr Langevin, et aujourd'hui les évêques sont à peu près les hommes les moins aptes à la direction de la chose publique et à la gouverner de l'État.

C'est pour avoir trop aveuglé le clergé dans les affaires purement politiques ou temporelles que le peuple de notre province s'est laissé devancer par ses voisins et que nous avons si peu marché depuis un quart de siècle.

Qu'a pratiqué jusqu'ici notre clergé dans les affaires politiques ? Rien autre chose que l'asservissement au torysme.

Quel esprit public a développé chez nous le clergé ? Aucun, absolument aucun ; il n'a appris à nos populations pauvres et ignorantes qu'à bâtir des presbytères somptueux, qu'à faire dire des messes pour les biens de la terre, et qu'à travailler uniquement pour leur salut.

L'évêque Laffèche, de son vivant, a appliqué à son diocèse les principes que prône aujourd'hui l'évêque Langevin et il a réussi à abêtir ses ouailles : il n'y a pas un coin du Canada aussi triste et aussi endormi que Trois-Rivières.

Le clergé de Saint-Boniface a tellement bien appliqué la doctrine de l'obéissance absolue en matière même profane, qu'il a pour ainsi dire empoisonné le noyau de population française qui végète aujourd'hui à l'ombre de la cathédrale de feu Mgr Taché.

Ce qu'il faut à notre population, ce n'est pas de la religion à outrance, de la superstition, de l'intense vie de sacristie ; mais c'est de l'air, de la liberté, de l'initiative, de l'esprit de travail et d'entreprise, du progrès.

Si nous avons un conseil à donner à nos compatriotes, c'est d'écouter leur raison dans les affaires publiques, c'est de s'instruire sur les choses de l'État à d'autres sources qu'au presbytère, c'est de se conduire en hommes. Une opinion de curé ou d'évêque en matière politique, ça ne vaut pas une moitié d'opinion d'un député.

Le clergé, voyez-vous, mène une vie fermée et ne voit les affaires temporelles qu'à travers les verres trompeurs qui leur servent à voir le Père, le Fils et le Saint-Esprit.

La doctrine émise par l'évêque Langevin répugne au bon sens, à la dignité humaine, à la raison des hommes, et nous nous révoltions ouvertement contre de pareils enseignements qui puent la tyrannie du moyen-âge et qui n'aboutiraient qu'à faire de la province de Québec une pauvre Espagne, ignorante et rétrograde comme la patrie de Sagasta.

LISEUR.

SUPPLIQUE À Mgr BRUCHESI

Votre Grandeur, Monseigneur, vient de signifier, paraît-il, son désir aux directeurs du Monument National, (si bien nommés), de voir discontinuer les soirées de famille, le dimanche, et les directeurs vous ont obéi. C'était leur devoir, car c'est un précepte divin d'obéir aux puissances.

Cependant, flattées par la soumission aveugle et immédiate de leurs sujets, il arrive quelquefois que les puissances daignent écouter la voix des petits qui s'élève faiblement jusqu'à elles pour protester avec douceur.

Voilà pourquoi notre supplique.

Du haut de votre trône archiépiscopal, qui la rapproche sensiblement du ciel promis aux élus par l'humble fils du charpentier de Nazareth, Votre Grandeur, n'a pu songer que son désir peinerait grandement les simples hommes du peuple forcés de se vouer aux choses terrestres pour gagner leur subsistance.

Nos prêtres et ceux qui peuvent approcher Votre Grandeur nous ont dit que vous étiez si bonne, que nous avons pensé vous confier nos doléances dans l'espérance que vous reviendrez sur votre décision, si elles peuvent trouver le chemin de votre cœur.

Sachez donc, Monseigneur, que nous sommes dans votre troupeau, un bien grand nombre, la majorité, croyons-nous, qui travaillons des bras et du cerveau, dans les usines, les boutiques et les magasins, chaque jour de la semaine, jusqu'à une heure si avancée de la soirée, que nous sommes dans l'impossibilité, durant les jours de labeur, de goûter aucun amusement et que nous sommes privés de tout plaisir intellectuel.

Il ne nous reste donc que le dimanche pour cela.

D'aucuns nous disent, toutefois, que vous exprimez l'opinion qu'entendre du drame et de la comédie, n'est pas une manière digne de sanctifier le jour du Seigneur. Mais, Monseigneur, comme la plupart des gens honnêtes, après avoir assisté à la messe le matin et aux vêpres l'après-midi, nous pouvons disposer de la soirée. Ceux qui ont des salons s'amuse alors aux profondes combinaisons du loto, aux

harmonies du piano, ou au charme du flirt ; d'autres vont au club jouer au poker ; pour nous qui n'avons ni salon, ni loto, ni piano, ni coquette, ni club, eh bien ! si le logis dans son exiguité et sa pauvreté nous semble terne, il nous faut aller entendre des ménestrels ou boire un bock à la taverne du coin. Car vous ne l'ignorez pas Monseigneur, ces établissements et d'autres encore, sont ouverts le dimanche et guettent les gens que le spleen affecte. Elle n'est pas bien variée notre existence Monseigneur, six jours de travail et un jour d'ennui, voilà le bilan d'une semaine. Les plaisirs qui sont à notre portée ne sont pas bien nombreux à l'inférieur échelon de l'échelle sociale que nous occupons, Votre Grandeur.

Quelques savants, riches et désintéressés du reste, nous conseillent, il est vrai, la lecture de l'étude à la maison, mais peu habitués à cet effort intellectuel, cela nous fatigue et nous nous en dégoûtons vite. Dans ces conditions le théâtre, bien dirigé peut être pour nous une école très utile tout au point de vue de la langue que nous connaissons guère, qu'au point de vue des sentiments et des mœurs, car notre vieux maître d'école, un saint homme, nous disait qu'il existait des pièces faites par des écrivains intelligents et honnêtes où l'on trouvait toutes ces choses.

Si donc, Monseigneur, il est des pièces saines qui peuvent s'écouter avec plaisir et être un enseignement pour nous dont les jouissances de quelque sorte sont minimes sur cette terre, nous vous supplions de rétablir les soirées de famille. Par cela vous aurez permis à une bonne partie de vos ouailles de prendre part au réveil littéraire que vous inaugurez pour les classes instruites, ayant des loisirs, au sein de l'Université Laval et vous empêcherez nombre de péchés de se commettre en rendant l'accès du bien et du beau aussi facile qu'on a su rendre celui du mal ou du vulgaire.

DES LAIQUES LABORIEUX.

REVUE MUSICALE

Puisqu'il a plu à M. l'éditeur de LA PETITE REVUE de me confier la rédaction de cette importante partie de son journal, il sera bon, dès le début, d'exposer au lecteur les principes qui me guideront dans mes futurs travaux de critique musicale.

Antoine Robinstein a écrit quelque part : "*Bon et mauvais* sont des termes si relatifs, si élastiques, soumis à tant de nuances et de restrictions, surtout quand on les applique à l'art ou à l'interprétation de l'artiste, qu'il est vraiment impossible de les employer, et pourtant le public et la critique s'en servent avec empressement. C'est la raison principale du règne de la médiocrité et la cause que tant de talents ne sont pas appréciés selon leurs mérites." (1)

(1) Pensées et Aphorismes.

La critique musicale ne consiste donc pas à éreinter une œuvre ou un artiste ni à prodiguer l'éloge sans aucune espèce de discrétion. Non ! Elle doit avant tout être scrupuleusement honnête. L'adulation et le blâme, lancés à tort et à travers ne sauraient contribuer à développer le goût, n'éclairent pas le public, n'avancent rien et sont éminemment nuisibles.

Le critique musical, artiste dont le goût, formé à bonne école, est constamment fortifié par l'étude, l'observation et la réflexion, doit être toujours en état de discerner ce qui est bon de ce qui est mauvais, l'œuvre de mérite des productions de pacotille ; il doit, grâce à son jugement sain et précis, pouvoir signaler les défauts et les qualités d'un ouvrage et de son interprétation ; aucun secret de l'art ne doit lui être ignoré. Il est le juge des œuvres et des artistes dont l'ensemble des qualités et des défauts est soumis à son appréciation. Comment alors peut-on espérer une critique convenable si elle n'est faite par un artiste consciencieux ?

Jusqu'à ce jour, à de très rares exceptions près, nos confrères de la presse quotidienne ont dédaigné de recourir aux lumières de nos quelques musiciens éminents pour éclairer et diriger le goût du public en matière musicale : ils ont préféré charger de ce soin le premier reporter venu, et, dans ses mains, ce qui devait être de la critique honnête n'est qu'un grotesque galimatias qui dénonce une répugnante et indéfinissable corvée ! Comme résultat logique, la réclame, le préjugé, le charlatantisme règnent en maîtres ; le public, nouveau troupeau de Panurge, en est bien souvent réduit à admirer de véritables monstruosité. . .

Voyons, n'est-ce pas vrai et n'est-il pas temps de mettre fin à ce mouvement néfaste ?

Que la presse fasse un effort : que diable ! elle trouvera bien dans Montréal une demi-douzaine de musiciens instruits, d'artistes fervents, soucieux de l'honneur de leur art et capables de manier décemment la plume du critique. Qu'on les appelle ! Ils seront enchantés de travailler à l'épanouissement de l'art sublime de la musique et d'unir leurs efforts pour enrayer la contagion du mauvais goût qui nous envahit avec brutalité.

Ce n'est que faite par un homme de l'art que la critique peut être juste, intelligente et avoir quelque élévation ; car l'artiste seul, — dont les années affinent le bon goût, — a la force de ne pas croupir dans la routine du passé, — souvent appelée tradition, — et de ne pas être ébloui par l'éclat du modernisme triomphant, audacieux ; lui seul peut avoir un idéal et rester fidèle aux sains principes des grands maîtres ; lui seul enfin, est en état de faire le diagnostic de certaines maladies contagieuses du goût, de les guérir, souvent, d'en limiter l'action, toujours.

Pour conclure, si la critique ne doit jamais pontifier, toujours elle doit être loyale, d'une haute probité intellectuelle, sobre dans l'éloge

comme dans le reproche ; elle doit reposer sur des principes artistiques de la plus grande pureté, n'avoir d'autre objet que le respect de l'art et la diffusion du bon goût qui en découle. Lorsqu'il s'agit d'atteindre son but, rien ne saurait l'intimider.

C'est ainsi que les maîtres de France, les Joncières, les Reyer, les Saint-Saëns, les Berlioz, etc., etc., ont compris le rôle de la critique et c'est sur leurs illustres traces que je veux m'efforcer de marcher. Il est bon d'ajouter que la tâche n'est pas aussi lourde maintenant que, délaissant les fadaises traditionnelles, les programmes de nos plus importants concerts font une large part à la musique sérieuse et aux plus importantes productions de l'école française.

.

C'est Noël ! Chaque église annonce sa messe en musique avec accompagnement de grand orchestre. . . . Le public y va, tout naturellement, et revient convaincu qu'un orchestre se compose d'un orgue, de quelques cordes, d'un horrible piston et d'un trombrone nasillard !

N'y aurait-il pas là une petite réforme à opérer ?

De la bonne et solide musique d'orgue vaudrait mieux, à mon sens, que tout ce déploiement de sonorités criardes.

Et si la réclame voulait bien supprimer les *chœurs de chant* !

GASTON LE FRANC.

IL FAUT UN ORGANE AU CABINET MARCHAND

Le cabinet Marchand a reçu une bonne leçon à Beauharnois et à Missisquoi : à Beauharnois où il a laissé un très mauvais candidat faire une bien mauvaise lutte ; à Missisquoi où il aurait dû protéger notre élément contre l'ambition effrénée de la population anglaise qui sent les Cantons de l'Est lui échapper et qui voudrait encore dominer là où elle est en minorité.

Verchères a failli un moment être compromis par un manque de direction complet.

Si le gouvernement Marchand avait un organe à Montréal, s'il s'était donné la peine de montrer signe de vie depuis le 11 mai 1897, s'il avait un pied-à-terre dans notre ville pour rencontrer les amis, se rapprocher de l'opinion publique et bien se rendre compte de ce qui se passe et se dit autour de lui, il n'aurait pas subi les échecs du 19.

La *Patrie* ne s'occupe pas et ne peut pas s'occuper des affaires provinciales ; c'est un journal personnel qui a déjà trop de fers au feu et qui en a plein son casque à défendre les amis d'Ottawa et les affaires fédérales.

Depuis un an, Québec a eu l'air d'être la cuisine d'Ottawa et ce

n'est pas à laisser propager une semblable idée que M. Marchand et ses amis se maintiendront au pouvoir.

Nous avons beaucoup d'estime pour M. Marchand, c'est un homme droit, intègre, convaincu ; mais il a le tort de ne pas mettre son cabinet assez souvent à l'affiche et de laisser faire le silence autour de ses œuvres, quand il se fait tant de bruit autour de M. Laurier.

Je me souviens de Chapleau et de Mercier et du vacarme de leur presse. Voilà deux hommes qui avaient compris notre peuple et qui avaient réalisé à temps combien vaut la grosse caisse en politique.

Dansereau me l'a souvent dit : ce sont les journaux qui font et défont les gouvernements.

Si M. Marchand reste comme aujourd'hui à Montréal sans engins de défense et d'attaque, il n'en aura pas pour longtemps au pouvoir : l'indifférence générale, l'insouciance publique, l'apathie même des amis le tueront.

Il faut nécessairement un journal au gouvernement de Québec, car autrement il sera sacrifié chaque jour aux besoins et aux calculs des hommes d'Ottawa.

BON LIBÉRAL.

UNE NUIT DE NOEL

J'ai assisté cette année à la messe de minuit, cette messe qui rappelle de si mystérieux événements et qui, dans les grandes solitudes de nos campagnes ou dans les bruits apaisés des cités, jette partout une douce et mélancolique poésie. C'est dans l'église du Sacré-Cœur, rue Ontario, que je suis allé. Là comme ailleurs on avait exposé l'Enfant Jésus et refait pour l'imagination des générations présentes la scène touchante de la naissance du Christ. Et je me disais, dans la contemplation muette de cette petite chair rose de l'Enfant sur laquelle soufflaient le bœuf et l'âne, combien était consolante pour notre humanité cette pauvre étable de Bethléem.

Quand je sortis de l'église au son des grandes orgues qui poussaient vers le ciel leurs majestueuses prières et qui me semblaient porter sur leurs ailes les résignations de mon cœur et de mon esprit, le presbytère m'apparut tout-à-coup dans l'éblouissante splendeur de ses cent fenêtres illuminées et de son imposante structure.

Ce fut comme un coup de foudre qui déracina en moi les bonnes impressions qu'avaient fait naître les symboliques humilités de la messe de minuit.

O amère dérision ! Une crèche et de la paille pour le fondateur du christianisme, des palais et des fauteuils capitonnés pour les disciples.

J'avais lu quelques jours auparavant cette lettre de M. l'évêque de Montréal, qui se fait appeler Monseigneur, tout comme le Christ lui-même, dans laquelle il s'élève avec raison contre la reproduction

par les journaux des images malsaines et des rapports sensationnels et je me disais pourtant que ces écrits et ces images avaient sur la société des effets moins dissolvants que ces châteaux qui se dressent à côté de ces maisons du Seigneur et qui crient au ciel et à la terre l'orgueil, la sensualité et l'amour des richesses de ceux qui les habitent.

Ça toujours été pour moi un sujet d'étonnement et de profond dégoût que l'audace de ces prêtres qui viennent prêcher la résignation aux affamés, le ventre bedonnant, et le mépris des richesses, au milieu de leurs somptueuses demeures. Si j'étais évêque de Montréal, je ferais raser ces palais qui s'élèvent un peu partout dans le diocèse et qui sont comme un défi jeté à la population.

Mais, non, M. l'archevêque Bruchési est comme presque tous les prélats de son temps, jaloux de l'obéissance passive de ses ouailles, qui flatte ses petites manies autoritaires et absolument indifférent aux coupables avidités d'un clergé jouisseur.

O noble crèche de Bethléem, on t'a substitué les tables de billards.

CHRÉTIEN.

LA STATUE DE JULES FERRY

Tardive, mais éclatante, aura été envers Jules Ferry l'œuvre de la réparation nationale et de la justice historique. La France a méconnu trop longtemps, ou du moins l'esprit de parti a voué à d'injurieux dédains l'un des plus zélés serviteurs de la patrie et de la République. Ce fut une cruelle épreuve. Ceux qui en ont été les témoins attristés et indignés voient avec un contentement mélancolique les hommages rendus à une grande mémoire. De Tunis nous arrive une nouvelle reconfortante. Sur un rond-point de cette ville, à l'intersection de l'avenue de la Marine et des boulevards de Paris et de Carthage, doit être érigée prochainement une statue de Jules Ferry. Son nom est honoré sur le sol africain. La métropole se montra plus oublieuse.

Au lendemain des désastres de l'année terrible, à la suite de l'établissement définitif du régime républicain, l'alternative s'offrait à la France de se réfugier dans la politique du recueillement ou de reprendre rang dans le concert européen. L'abstention boudeuse et chagrine ne convenait guère à notre tempérament. Nous sommes allés au congrès de Berlin pour le règlement de la liquidation turque. Dès lors, nous rentrions en contact avec nos vainqueurs de la veille, avec des jaloux, des rivaux, des alliés éventuels. Notre jeune diplomatie républicaine faisait figure parmi les représentants des vieilles monarchies.

En 1878, M. Dufaure était président du conseil. L'année suivante, M. Waddington lui succédait, après le remplacement du maréchal de Mac-Mahon par Grévy, et Jules Ferry détenait le portefeuille de l'instruction publique. Sa tâche pédagogique fut immense ; elle n'a d'égale

que sa besogne coloniale. Dès 1880, il devenait premier ministre, et sa double ambition était, au dedans, de constituer un grand parti démocratique, au dehors, d'accroître le patrimoine national. Il sut accomplir à souhait l'un et l'autre dessein.

Les élections générales de 1881 réduisirent à la portion congrue l'opposition monarchique, et les vacances parlementaires furent consacrées à poursuivre contre les Kroumirs une campagne qui nous donnait accès dans la régence tunisienne. Sous les yeux de l'Italie, irritée de notre intervention et désolée de voir échapper une proie qu'elle convoitait, le gouvernement beylical dut accepter le protectorat français. Notre Algérie était mise en sûreté sur sa frontière orientale, et nous élargissions notre base d'opérations vers le centre du continent noir. Hélas ! il restait à compléter cette fructueuse entreprise, en saisissant une occasion, l'année d'après, de maintenir et de fortifier nos droits séculaires en Egypte. Lorsque l'Angleterre nous offrit et que nous refusâmes d'exercer le *condominium* dans la vallée du Nil, Jules Ferry n'occupait plus la présidence du Conseil. Ce n'est pas à lui que la lourde faute commise peut et doit être imputée.

Durant la seconde moitié de la législation de 1881, il prit sa revanche dans l'Extrême-Orient et nous valut ce vaste empire indochinois tant discuté alors, si violemment dénigré à la tribune et dans la presse, mais qui demeure un des plus louables offices de l'éminent homme d'Etat, dédaigneux de l'impopularité. Il lui agréait de remplir son devoir civique et de laisser aboyer la meute.

Si les polémiques et les récriminations à l'endroit du Tonkin ont été tenaces, les détracteurs de l'expédition tunisienne n'eurent pas même fortune. Vite ils furent réduits au silence. L'opinion publique sentit à merveille que la principauté, mitoyenne de notre Algérie, ne pouvait rester terrain neutre, qu'il y fallait un maître, l'Italien ou le Français. En empêchant Rome de s'implanter à Carthage, nous gardions la prédominance de la Méditerranée occidentale.

Pour instituer notre organisation administrative, financière, judiciaire à Tunis et l'assouplir aux besoins locaux, Jules Ferry trouva un merveilleux collaborateur en la personne de M. Paul Cambon, ambassadeur hier encore à Constantinople et maintenant à Londres. On n'a pas oublié ses démêlés et ses conflits d'attributions avec le général Boulanger, commandant du corps d'occupation. L'autorité civile eut gain de cause à bon droit ; mais, lorsque le général politicien arriva au ministère, M. Paul Cambon dut résigner ses fonctions de résident général et passer dans la diplomatie. Du moins il avait eu le temps et la sagacité d'effectuer les réformes que lui avait suggérées Jules Ferry. Les capitulations étrangères étaient abolies, la procédure française introduite, l'administration municipale organisée, le budget dressé en équilibre avec perspective d'excédents réguliers, enfin le double service des travaux publics et des forêts établi sur une base stable. La

Tunisie allait se suffire à elle-même. C'était un modèle, malheureusement trop peu suivi, pour notre expansion coloniale.

Il semblait que la reconnaissance du pays dût se manifester avec éclat envers celui qui avait préparé et perpétré cette conquête. Aux temps de la Rome antique, l'épithète de Tunisien eût été décernée comme un titre de gloire à l'heureux homme d'Etat, ainsi que celle d'Africain à Scipion. Les haines furieuses et aveugles se contentèrent d'accoler au nom de Jules Ferry le vocable de Tonkinois, et c'était alors le suprême outrage. Maintenant, c'est l'une de ses recommandations les plus flatteuses à l'estime de la postérité, à la gratitude des républicains et des patriotes.

La tourmente boulangiste alla jusqu'à déposséder le député des Vosges du mandat qu'il exerçait depuis vingt ans. Ce coup fut sensible à son cœur beaucoup plus qu'à son orgueil. Je retrouve l'écho de cette tristesse dans une lettre intime qu'il m'adressait peu de jours après son échec, le 16 octobre 1889 :

« Un homme politique doit être, comme le sage de La Fontaine, toujours prêt à partir. Mais, ce qui est humiliant, c'est d'être battu par un muet, qui fait couler l'or silencieusement. O éloquence ! tu n'es que vanité. »

Il m'a semblé opportun de citer ce passage et d'évoquer ce souvenir, à l'heure où sont dissipées les dernières fumées de la bataille livrée autour de Jules Ferry. Le retour de la justice et de la vérité immanentes avaient devancé sa mort, puisqu'il eut la satisfaction d'être appelé à la présidence du Sénat, et d'occuper le fauteuil. Mais son discours de remerciement était empreint de la gravité d'un adieu et de la sérénité de l'au-delà. Il entrevoyait, sans le redouter, le jugement de l'avenir ; car il avait conscience, en bon ouvrier, de s'être loyalement acquitté de son labeur et d'avoir solidement lié sa gerbe. L'histoire, dans ses pages impartiales et définitives, lui rendra le même témoignage que la statue bientôt dressée sur la place de Tunis, en commémoration du grand ministre colonisateur.

ALBERT LE ROY.

M. Laurier a annoncé que son gouvernement allait entreprendre la réforme du Sénat, mais le premier ministre se trompe grandement s'il croit que la simple institution d'un congrès est une réforme complète.

Les vrais libéraux veulent autre chose et réclament autre chose.

LA PETITE REVUE offre ses félicitations à M. Tarte pour la note toute française de son discours de mardi au Monument National.

Faites abonner vos amis à LA PETITE REVUE.